



RÉUNION MENSUELLE

Le 16 février 2023

Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Commission de services régionaux de Fundy tenue le jeudi 16 février 2023, au 10, ch. Crane Mountain, de Saint John.

1. Ouverture de la séance

La présidente, Libby O'Hara, déclare la séance publique ouverte à 11 h 38.

2. Sont présents :

Libby O'Hara	Présidente du conseil d'administration
Jim Bedford	Vice-président
John MacKenzie	Maire adjoint de Saint John
Nancy Grant	Mairesse de Rothesay
Brittany Merrifield	Mairesse de Grand Bay-Westfield
Robert Doucet	Maire de Hampton
Bruce Dryer	Représentant du district rural de Fundy

Absences :

AUTRES

Phil Ouellette, premier dirigeant, CSRF

Marc MacLeod, directeur général, CSRF

Alicia Raynes, secrétaire de séance, CSRF

Nick Cameron, agent de développement adjoint, CSRF

Brenda MacCallum, agente des relations publiques et de l'élaboration des programmes, CSRF

3. Adoption de l'ordre du jour

La présidente demande que l'ordre du jour soit adopté.

Proposition : Approuver l'ordre du jour du 16 février 2023 moyennant l'ajout du point 10)

« Hauteur du site d'enfouissement », retiré du huis clos.

Proposé par :

Brittany Merrifield

Appuyé par :

John MacKenzie

Vote :

Proposition adoptée

4. Divulgence de conflit d'intérêts

Personne

5. Adoption de procès-verbaux

a. Le 19 décembre 2022

b. Le 3 février 2023

Proposition : Approuver les procès-verbaux du 19 décembre 2022 et du 3 février 2023 sans modification.

Proposé par : John MacKenzie
Appuyé par : Nancy Grant
Vote : *Proposition adoptée*

6. Résolutions en bloc

a. Planification – inspection des bâtiments – décembre 2022

Le rapport de décembre 2022 de la construction, de l'aménagement et de l'urbanisme pour le Village de St. Martins et les zones rurales de la CSRF est présenté pour étude.

Proposition : Accepter et classer la présentation telle que présentée.

Proposé par : John MacKenzie
Appuyé par : Robert Doucet
Vote : *Proposition adoptée*

7. Finance

a. Achat d'urgence – Toit de l'usine de récupération de matériaux

Marc MacLeod présente un rapport qui explique qu'en 2022, la toile du toit de l'usine de récupération de matériaux, en fin de durée de vie utile, a commencé à se déchirer. Après l'apparition de nouvelles déchirures malgré quelques réparations, il a été demandé à GEMTEC de procéder à une évaluation de la structure. L'entreprise a conclu que l'armature métallique du bâtiment était saine, mais qu'il faudrait remplacer la toile. Cette opération, prévue dans le plan d'investissement 2023, devait être financée au moyen d'un emprunt à long terme dans la seconde moitié de 2023. Marc MacLeod précise que ce type de financement nécessite l'approbation de la Commission des emprunts de capitaux par les municipalités, ce qui signifie que la CSRF ne peut pas passer commande d'une toile de remplacement avant l'approbation de la Commission, ce qui peut prendre deux à trois mois. Par ailleurs, dans le cadre du contrat du Fonds Chantiers Canada pour la construction de l'usine de récupération de matériaux, la CSRF avait dû s'engager à verser 25 000 \$ par année dans un fonds de réserve, qui a maintenant accumulé environ 200 000 \$. De plus, ce même fonds de réserve dispose d'une somme de 250 000 \$ pour d'éventuels projets sur le site d'enfouissement.

Le vendredi 3 février 2023, des vents violents et de fortes chutes de neige ont provoqué d'autres déchirures dans la toile, ce qui a entraîné l'arrêt des activités de l'usine de récupération de matériaux pour des raisons de sécurité. Des réparations temporaires ont été effectuées au coût d'environ 15 000 \$ et payées par le budget de fonctionnement. Bien que les activités de l'usine aient repris, elles dépendent des conditions météo. Par conséquent, en vertu de la *Loi sur la passation des marchés publics*, le directeur général, de concert avec le personnel, approuve la commande immédiate d'une toile de remplacement, conformément aux dispositions du plan

d'investissement de 2023. Afin d'éviter tout retard que pourrait entraîner l'attente de l'approbation de la Commission des emprunts de capitaux par les municipalités, les fonds devront provenir du fonds de réserve pour immobilisations afin de ne pas compromettre la trésorerie du fonds de fonctionnement qui, normalement, aurait dû servir à cet achat.

Proposition : Approuver l'achat d'urgence de panneaux en tissu destinés à la toiture de l'installation de récupération des matériaux, pour un montant maximum de 225 000 \$, à prélever dans le fonds de réserve pour immobilisations.

Proposé par : John MacKenzie
Appuyé par : Jim Bedford
Vote : *Proposition adoptée*

b. Appel d'offres pour la DP

Brenda MacCallum, agente des relations publiques et de l'élaboration des programmes de la CSRF, présente un rapport sur la demande de propositions visant l'élaboration de la stratégie régionale de la CSRF. Cette démarche stratégique permettra aux membres de travailler les uns avec les autres ainsi qu'avec les partenaires locaux afin de déterminer la vision stratégique, les objectifs et les priorités de la Commission. Selon les explications fournies, la stratégie régionale doit être adoptée d'ici le 1er juillet 2023 afin de satisfaire aux exigences législatives imposées à la CSRF.

Cette demande de propositions a été rendue publique et sept (7) propositions ont été reçues. Après un examen approfondi, on formule une recommandation qui tient compte non seulement de l'offre la plus basse, mais aussi de l'entreprise la plus qualifiée et la plus expérimentée dans l'élaboration de plans stratégiques.

Proposition : Octroyer la demande de proposition pour l'élaboration de la stratégie régionale de la FRSC à Dillon Consulting pour un montant de 65 000 \$ plus TVH.

Proposé par : Jim Bedford
Appuyé par : Nancy Grant
Vote : *Proposition adoptée*

8. Plan de travail de la CSRF

Phil Ouellette présente le plan de travail révisé de la CSRF pour 2023. Ce document fournit au personnel, aux partenaires et aux communautés des précisions sur ce à quoi s'attendre au cours de l'année à venir. Il précise ce qu'il faudra faire pour mettre en œuvre les nouvelles obligations légales de la CSRF découlant de la réforme de la gouvernance locale. Depuis la réunion d'orientation du conseil d'administration, qui a eu lieu le 3 février dernier, certains changements ont été apportés au plan de travail. Phil Ouellette passe en revue les changements qui ont été apportés aux objectifs et aux aspirations de la CSRF, ainsi que les priorités et les thèmes du plan de travail.

Le rang des priorités suscite quelques inquiétudes. En particulier, l'appel d'offres pour la collecte régionale, qui se classe au 3^e rang. Étant donné que de nombreux contrats de collecte régionaux expireront à la fin de l'année 2023, les membres estiment que cet appel d'offres devrait peut-être être déplacé vers une priorité de niveau 2. Phil Ouellette précise qu'il est possible de réviser le

plan de travail et d'en faire une priorité de niveau 2, mais que cela pourrait s'avérer difficile en raison du manque de personnel administratif pour mener à bien ce projet.

On craint également que le plan rural du nouveau district rural de Fundy ne soit pas lancé avant 2024, car il s'agit d'une priorité de niveau 4. Phil Ouellette souligne que la majorité des coûts pour 2023 concernent les services locaux d'aménagement et de construction, et non le plan rural lui-même. Par ailleurs, on propose de faire une présentation au district rural de Fundy pour lui montrer ce qu'il reçoit en échange de sa contribution.

Proposition : Adopter le plan de travail 2023 de la CSRF tel qu'il est présenté dans le rapport du conseil d'administration de la CSRF du 16 février, en faisant passer l'appel d'offres de la collecte régionale au niveau 2 et demander au directeur général de coordonner des présentations avec les conseils membres qui pourront ainsi prendre connaissance du nouveau mandat de la CSRF et de son plan de travail pour 2023.

Proposé par : Brittany Merrifield
Appuyé par : Jim Bedford
Vote : *Proposition adoptée*

9. Comité de sécurité publique

Phil Ouellette présente un rapport sur le mandat du comité régional de sécurité publique, qui fait partie des attributions confiées par le gouvernement du Nouveau-Brunswick dans le cadre de la réforme de la gouvernance locale. Ce mandat consiste notamment à échanger des renseignements et à étudier les possibilités de partage des ressources et de planification conjointe des services de sécurité publique.

On apprend que dès le milieu de 2022, Les Weber, coordonnateur de la gestion régionale des urgences pour la région 9, a commencé à rechercher les personnes les mieux placées pour siéger de façon permanente à ce comité. Une discussion s'en suit sur le processus de mise au point définitive du mandat. Un document est remis à ce sujet. La CSRF a l'intention de mettre à jour son règlement intérieur en 2023, mais elle doit trouver une solution provisoire pour les nominations à ce comité. En attendant la mise à jour et l'adoption du règlement intérieur de la CSRF, le personnel aidera le comité de direction à désigner des candidats, guidera la sélection des membres et transmettra ces renseignements au conseil d'administration de la CSRF.

Proposition : Adopter le mandat du comité régional de sécurité publique tel que décrit dans le rapport du conseil d'administration de la CSRF du 16 février; demander au comité de direction de la RSC de recueillir les candidatures pour les postes à pourvoir dans les comités de la CSRF; faire des recommandations au conseil d'administration de la CSRF concernant les représentants des comités en attendant la mise à jour et l'adoption du règlement de procédure de la CSRF.

Proposé par : John MacKenzie
Appuyé par : Brittany Merrifield
Vote : *Proposition adoptée*

10. Hauteur du site d'enfouissement – Étude d'impact sur l'environnement

Les membres du conseil d'administration s'inquiètent du moment choisi pour présenter la demande, compte tenu du problème d'odeurs qui se pose depuis plusieurs mois dans les environs, en particulier à Grand Bay-Westfield.

Proposition : Procéder à l'enregistrement d'une étude d'impact sur l'environnement visant l'élévation de la décharge de 90 m à 117,5 m, pour un montant estimé à 100 000 \$, à prélever dans le fonds de fonctionnement.

Proposé par : John MacKenzie
Appuyé par : Nancy Grant
Vote contre : *Brittany Merrifield*
Vote : *Proposition adoptée*

La présidente Libby O'Hara demande une proposition pour lever la séance.

Proposition : Lever la séance à 12 h 21.

Proposé par : Bruce Dryer
Appuyé par : Nancy Grant
Vote : *Proposition adoptée*

ADOPTÉ le _____

Libby O'Hara, présidente

Alicia Raynes, secrétaire de séance